

ÉDUCATION

Vers une généralisation de l'enseignement préparatoire

Alors qu'il est actuellement de 27%, le taux des enfants inscrits en classes préparatoires et dont l'âge varie entre 4 et 5 ans atteindra les 60% l'année prochaine, a annoncé hier Boubekur Benbouzid, ministre de l'Éducation nationale. Ce taux, selon le ministre, devrait passer à 100% dans deux ou trois années notamment avec la participation des structures des entreprises et celles des établissements d'enseignement privé.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - C'est donc à une généralisation du cycle préparatoire que vise le secteur de l'éducation avec, souligne le ministre, une éventuelle obligation de cet enseignement par la suite.

Ceci alors que 530 millions de centimes seront consacrés à l'achat d'équipements spécifiques à ce type d'enseignement.

Le ministre assurera aussi que les établissements privés qui assurent le cycle préparatoire seront aidés par la tutelle à travers notamment une plus grande célérité dans la délivrance des autorisations.

La généralisation nécessite, selon le responsable, des infrastructures adéquates, à savoir la disponibilité des salles de classe. Cela sera possible grâce à une plus grande disponibilité de classes en raison du passa-

ge du cycle primaire de six à cinq années. Il s'agit ainsi de 20 000 salles de classe libres. Cette disponibilité permettra aussi, explique le ministre, d'améliorer les conditions d'accueil des élèves et de réduire leur nombre par classe. Une salle par établissement sera de ce fait réservée au préscolaire et accueillera une vingtaine d'élèves.

A cet effet, le ministre annoncera le lancement de la construction de 1 100 établissements moyens et 500 établissements secondaires dans le cadre du plan quinquennal. Ceci alors que 420 établissements moyens seront réceptionnés l'année prochaine pour 165 livrés l'année passée.

En outre et selon les chiffres avancés hier, durant l'année scolaire 2007/2008, 3 959 enfants suivent le cycle prépara-



Une généralisation qui nécessite des infrastructures adéquates.

toire dans le secteur privé soit 0,54% de la tranche d'âge concernée. Le secteur de l'éducation compte actuellement

147 285 enfants inscrits dans les classes préparatoires au niveau des écoles primaires, ce qui représente 23% de la tranche d'âge de 5 ans.

Ce taux était de 12% en 2004 et de 6% en 2000. Par ailleurs, le nombre d'enfants inscrits en classes préparatoires dépassera les 386 000 en 2008/2009.

Le ministre, évoquant par ailleurs la rentrée prochaine, dira qu'elle sera particulièrement difficile : « Nous devons nécessairement faire face à une d'augmentation du nombre d'enseignants ainsi qu'à la formation de ces derniers.

Le recrutement et la formation doivent d'ailleurs se faire dès maintenant », a déclaré Boubekur Benbouzid.

F-Z. B.

Le baccalauréat sera fortement sécurisé, selon Benbouzid

Abordant la question de l'examen du baccalauréat en marge de la rencontre sur l'enseignement préparatoire, le ministre annoncera qu'une conférence aura lieu le 15 mai prochain, la dernière du genre avant l'examen et la rencontre devrait donner une idée sur l'état d'avancement des programmes.

Toujours concernant le baccalauréat, Boubekur Benbouzid annoncera un renforcement de la surveillance, la multiplication du nombre de correcteurs comme il assurera qu'aucun directeur d'établissement ne sera responsable de son centre.

En somme, selon le ministre, cette édition du bac sera fortement sécurisée avec une consolidation des moyens humains et matériels. Pour ce qui est de la menace de boycott que font planer les syndicats autonomes sur cet examen, Boubekur Benbouzid a déclaré qu'il faisait confiance aux enseignants et qu'il n'était pas préoccupé par le déroulement de cet examen « du fait que les enseignants eux-mêmes le défendront ».

F-Z. B.

VIOLENCES À L'ÉGARD DES ENFANTS

Un numéro vert bientôt opérationnel

L'exclusivité est portée par un réseau des associations. L'Algérie se dotera désormais, à partir de la semaine prochaine, d'un numéro vert au profit des enfants maltraités, victimes de multiples formes de violences.

Rosa Mansouri- Alger (Le Soir) - Le projet lancé depuis plus d'une année par le réseau NADA pour la promotion et la protection des droits des enfants, intitulé « Je t'écoute », est finalement concrétisé, par la volonté de plusieurs bailleurs de fonds qui ont financé les différentes actions du projet.

Il sera localisé, dans une première phase, dans la wilaya d'Alger. L'action la plus importante reste effectivement le centre d'appel et la ligne téléphonique pour le numéro vert, qui ont nécessité des moyens colossaux.

Ainsi, à partir du 3 mai prochain, toute personne consciente et témoin d'un abus commis sur un enfant aura la possibilité de dénoncer le fait en appelant ce numéro vert. Au centre d'écoute, une équipe d'animateurs est mobilisée 24h/24 pour réceptionner et traiter les appels des citoyens dans les plus brefs délais.

Des psychologues, sociologues : juristes et assistants sociaux sont à pied d'œuvre pour la réussite de cette opération, première du genre en Algérie dans le domaine de l'enfance.

Faut-il rappeler que les femmes travailleuses de l'Ugta ont été les premières à avoir recouru à cette manière de procéder, à la fin des années 1990, pour dénoncer les violences faites aux femmes.

Une expérience d'ailleurs réussie, puisque le débat sur ces violences a été ouvert grâce aux statistiques alarmantes issues des nombreux appels de détresse des femmes violées.

Aujourd'hui, c'est au tour du réseau NADA de lever le voile sur les violences faites aux enfants, en interpellant les citoyens sur leur devoir de dénoncer et de signaler les cas des enfants privés de leurs droits.

Des droits parfois même bafoués dans le milieu institu-

tionnel comme l'école, la mosquée et dans le milieu familial, à l'exemple des enfants victimes d'inceste et de pédophilie. La contribution des services de la justice reste néanmoins une condition incontournable pour le fonctionnement de ce mécanisme. Car elle reste la première instance de recours dans les cas de violence.

C'est à la justice qu'incombe également la responsabilité de faire respecter les lois. Le rôle des politiques se pose, par ailleurs, sur le respect de la Convention internationale relative aux droits des enfants, sur laquelle, soulignons-le, l'Algérie enregistre un retard considérable, particulièrement sur les droits à la protection.

R. M.

TOURISME

Remise d'agrément à 50 guides touristiques

« La mise en tourisme de notre pays vient avec l'action », a déclaré Cherif Rahmani, ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme. Les actions de son département se focaliseront essentiellement sur les ressources humaines et la formation. La remise des agréments, hier à Alger, pour 50 guides touristiques nationaux et locaux qui représentent les différents pôles touristiques, démontre la volonté de l'Etat de sortir le secteur du tourisme de sa léthargie. Cette action est entreprise dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT) à l'horizon 2025. Notamment, le volet de l'adaptation progressive de l'offre touristique aux exigences du marché touristique national et international. Présidant la cérémonie officielle, le ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme, Cherif Rahmani a souligné qu'il s'agit de donner un cadre légal à la profession de guide de tourisme. Par ricochet, booster le secteur du tourisme, le redynamiser et promouvoir la destination Algérie. Les efforts seront axés sur la formation et le recyclage afin « d'égaler » avec les guides mondiaux, soutient Cherif Rahmani. « Jadis, les guides étaient recrutés sur le tas. Ils ne recevaient pas de formation et n'étaient pas agréés » affirme-t-il. Il n'y avait pas donc de règles régissant la profession. D'où la possibilité « de déviation en ce qui concerne l'exercice de cette profession », a expliqué le ministre en marge de cet événement.

A cet effet « un programme a été élaboré pour assurer des formations et des stages à l'étranger au profit des guides ». Spécifique aux besoins réels des guides algériens, la formation sera appuyée par « un training » et des stages orientés notamment vers la connaissance de l'économie touristique nationale, les langues, et les technologies de l'information et de la communication. De ce fait, les connaissances en matières de langues et de cultures seront approfondies.

En outre, les futurs guides bénéficieront de cours de préparation à la reconnaissance et au repérage des circuits touristiques. Concernant les critères de recrutement actuels, Rahmani affirme que sont privilégiés les diplômés dans des filières liées au tourisme, à l'économie touristique, la sociologie, la psychologie, la géographie, et l'aménagement du territoire.

Mais également, toutes les sciences humaines essentielles liées à la question de l'économie du tourisme. Sans parler des critères d'ordre moral et psychologique. Cependant, le ministre s'est montré ferme à l'adresse de ces guides : « les agréments on les donne, mais on les retire également », a-t-il prévenu. Et d'ajouter que le département sera intransigeant sur les plans de la sécurité et de la moralité. Dans ce sens, les contrôles seront renforcés.

Wassila Zegitouché